

Association des directions des Cycles d'Orientation (ADCO) – Association des Directeurs d'École Primaire (ADEP) – Association suisse des médecins assistants et chefs de clinique, section fribourgeoise (ASMAF) – Association des agents des services publics de l'État de Fribourg (AASP) – Association fribourgeoise des conseillers en orientation (AFCO) – Association fribourgeoise de l'enseignement professionnel (AFEP) – Association Fribourgeoise des Professeurs de l'Enseignement Secondaire Supérieur (AFPESS) – Association de la gendarmerie fribourgeoise (AGF) – Association des Maîtres du Cycle d'Orientation Fribourgeois Francophone (AMCOFF) – Association des professeurs du conservatoire (APCF) – Association de personnels des hautes écoles fribourgeoises et hautes écoles pédagogique (APHEF-HES-SO) – Service de l'enseignement obligatoire de langue française-Association du personnel de la police de sûreté (APPS) – Association du personnel administratif et technique de l'université (APU/VPV) – Section fribourgeoise de l'association suisse des infirmiers et infirmières (ASI) – Formation Fribourg/Bildung Freiburg (FF/BF) – Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone (SPFF) – Freiburger LogopädlInnenverband (FLV) – Groupement des cantonniers des autoroutes et des routes cantonales-Groupement des Cantonniers des routes nationales – Groupement des inspecteurs/inspectrices et des conseillers/conseillères pédagogique du Canton de Fribourg – Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg (LDF) – Association du personnel forestier fribourgeois / Freiburger Forstpersonal (APFF/FFP) – Association Fribourgeoise des Contrôleurs des Viandes non Vétérinaires (AFCVNV).

Plan d'assainissement des finances cantonales (PAFE)

La FEDE soutient le référendum lancé par le PS

Après consultation de ses instances (Bureau et Comité), la FEDE – Fédération des associations du personnel du service public du canton de Fribourg – a décidé de soutenir le référendum lancé par le Parti socialiste fribourgeois contre le Programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE), récemment adopté par le Grand Conseil.

Fribourg sabre dans les services publics pour corriger un déficit... qu'il a lui-même provoqué! Après avoir dit NON au PAFE, il est temps d'agir concrètement contre la LAFE!

Le Programme d'assainissement des finances de l'État (PAFE) a été massivement contesté. Aujourd'hui, c'est la Loi sur l'assainissement des finances de l'État (LAFE) qu'il faut rejeter avec force. **Signer le référendum, c'est refuser une politique injuste et déséquilibrée.** Nous avons besoin de vous – **chaque signature compte!** Les baisses fiscales accordées aux plus fortuné-es ont creusé artificiellement le déficit du canton. En réponse, le Conseil d'État impose 400 millions de francs d'économies entre 2026 et 2028, au détriment:

De son personnel et pour la troisième fois consécutive, avec :

- La renonciation à l'indexation des salaires, l'indice étant maintenu à 117 pts.
- Le décalage de l'augmentation du palier repoussé de deux mois supplémentaires (hormis pour les salaires en dessous de Fr. 65'000.- annuel brut, soit env. 1,5% du personnel).
- Le maintien des mesures indépendantes de la LAFE (moratoire sur les revalorisations de fonctions, gel des indemnités pour inconvénients de services, non reconnaissance des métiers pénibles).
- En prévision la révision de la LPers (système salarial, heures supplémentaires, âge de la retraite pour les agent-es de la force publique, répartition du temps de travail des enseignant-es).

De sa population, avec notamment:

- La réduction des prestations hospitalières (HFR, RFSM).
- La diminution de transports publics dans l'agglomération.

- Une hausse des coûts pour les résident-es en EMS (+4'000.- Fr./an).
- Un durcissement des conditions d'accès aux bourses d'études.
- Une augmentation des frais d'écologie et d'exams.
- Une réduction du soutien à l'accueil extrafamilial, à l'environnement, à l'agriculture et à la construction d'écoles.

Et cela, alors que les attentes des citoyennes et citoyens n'ont jamais été aussi fortes: **santé, éducation, culture, accompagnement social...** Réduire ces services, c'est affaiblir les services publics et creuser les inégalités. Il est grand temps de rééquilibrer les efforts! Les économies doivent être réparties équitablement entre recettes et dépenses – et non peser uniquement sur le dos du personnel de l'État et de la population.

En soutenant le référendum vous **protégez les services publics, sauvegardez vos conditions de travail, permettez un vrai débat démocratique, défendez une politique budgétaire équitable.** Il est grand temps de réajuster la balance des efforts demandés à l'ensemble des Fribourgeois et Fribourgeoises.

Conditions d'éligibilité des signataires

Être majeur-e, suisse, domicilié-e dans le canton de Fribourg; une feuille par commune de résidence.

À renvoyer avant le 5 janvier à: FEDE, Boulevard de Pérolles 8, 1700 Fribourg.



Une large majorité des associations membres de la faitière a exprimé son appui à cette démarche, en mesurant pleinement les enjeux, notamment ceux liés aux nouveaux postes prévus dans le budget 2026. Le mécontentement suscité par l'effort disproportionné exigé du personnel de l'État, sans remise en question des baisses fiscales accordées ces dernières années, a renforcé la conviction de nombreuses associations.

L'annonce du Conseil d'État de mettre en œuvre des mesures structurelles dès 2027 fait craindre une détérioration progressive des conditions-cadres de travail.

Ce programme d'économies menace l'essence même du service public: garantir à toutes et tous un accès équitable à des prestations de qualité, dans le respect des personnes qui les assurent. La FEDE rappelle que les collaboratrices et collaborateurs de l'État sont les piliers de la cohésion sociale et du bon fonctionnement des institutions.

Au final, c'est l'ensemble de la population – en particulier celles et ceux qui dépendent le plus des services publics – qui pâtira de telles mesures d'austérité.

À cet égard, c'est bien la vision du rôle de l'État que les associations membres de la FEDE entendent défendre à travers ce référendum.

La FEDE appelle ses membres à se mobiliser pour défendre un service public fort, solidaire et respectueux des engagements envers la population fribourgeoise. Elle soutient pleinement la démarche référendaire et participera activement à la récolte de signatures.

Isabelle Castella, Présidente, pour la FEDE



Référendum PAFE

Trois mois pour récolter 7'000 signatures pour le Référendum contre le PAFE. Soyons efficaces et solidaires! Les feuilles de signatures se trouvent sur le site de la FEDE ou auprès de vos associations professionnelles, MERCI de vous mobiliser afin de nous aider pour cette récolte ô combien importante...

(cs)